

DES RAISONS D'Y CROIRE



Marcel Grignard,
président de
Confrontations Europe

L'année 2018 devra être entièrement dédiée à l'indispensable refondation de l'Union européenne. C'est possible : après les élections en Italie, la mise en place d'un gouvernement en Allemagne, les pays de l'Union disposeront de quelques mois pour parvenir à trouver un accord sur les quelques perspectives communes proposées en particulier par la Commission européenne et le président de la République française. Les principaux sujets à l'agenda sont connus, nous les abordons dans la revue. Cependant, faire de 2018 une année de rebond proposant de mettre l'Union européenne sur une nouvelle trajectoire en amont des débats des élections européennes de 2019 n'est pas acquis.


La meilleure conjoncture économique n'efface pas les problèmes structurels liés aux crises profondes qui traversent l'Union. En témoignent les élections en Autriche et la composition d'un gouvernement avec une composante clairement hostile aux valeurs européennes. Le scrutin de fin décembre en Catalogne a confirmé la fracture au sein du territoire sans régler le conflit avec Madrid. Aux tensions que connaissent les États membres sur leur propre sol national se superposent les divisions entre eux au sein de l'Union.

Le propos de Tomasz Grzegorz Grosse qui dans cette revue exprime un point de vue polonais est éclairant. Pour lui, l'attitude des dirigeants européens vis-à-vis de son pays aurait pour objectif de pousser la Pologne vers la sortie de l'UE. Nous ne partageons pas son point de vue. Mais il est révélateur du niveau très préoccupant des incompréhensions au sein de l'Europe. Nous avons quelques désaccords quant à la manière dont les dirigeants européens prétendent gérer la relation avec ce pays mais, à l'instar de nombreux Polonais, nous jugeons les positions du gouvernement polonais dangereuses pour le pays et pour l'Europe. Il va bien falloir trouver un compromis conforme aux valeurs de l'Union et n'ignorant ni les intérêts particuliers de la Pologne, ni ceux de l'ensemble des Européens. Faute de quoi l'éclatement que nous craignons finira par se produire et, par ailleurs, l'ampleur des problèmes à traiter ne laisse pas d'espace à l'attentisme.

En 2018, les dirigeants européens devront poursuivre la difficile négociation du Brexit. Ils n'ont pas d'autre choix que d'ériger la consolidation de l'Union des 27 en haut de leur agenda. C'est une condition incontournable à la construction de futurs compromis européens.

Nos inquiétudes liées à cet état des lieux préoccupant laissent néanmoins place à l'optimisme. Les progrès en 2018 seront très probablement modestes au regard des enjeux et de nos attentes, mais ils peuvent nous mettre sur la trajectoire d'un nouveau mode de développement répondant mieux aux besoins des Européens et des citoyens du monde. Les dirigeants européens se doivent d'actualiser et de compléter la définition de « l'économie sociale de marché » du Traité de Lisbonne et, surtout la décliner dans des actes.

2018 ne sera pas une année facile, mais être lucide sur les difficultés a pour objet de chercher les moyens de les surmonter. Société civile et responsables politiques doivent saisir toutes les opportunités pour franchir quelques pas.

Pour trouver un regain d'optimisme, il faut lire le dernier essai de Michel Serres¹⁾. Il nous dit en substance que si le monde est confronté à des problèmes redoutables, il ne faut pas occulter les progrès réalisés. Non, le monde n'était pas mieux avant. Oui, la bonté habite la majorité des êtres humains. 

1) *C'était mieux avant !*, Éditions Le Pommier, 2017.

LIBRE PROPOS

p. 4 Europe 2018 : apprendre à dire « nous »
par Philippe Herzog

L'EUROPE EN QUESTIONS

- p. 5 Cinq défis pour l'Europe en 2018,
par Anne Macey
- p. 7 La crise catalane ou Don Quichotte
à Bruxelles, par Frédéric Allemand
- p. 8 La Pologne va-t-elle sortir de l'UE ?
Par Tomasz Grzegorz Grosse
- p. 9 Brexit : l'Europe d'abord,
par Michel Guilbaud

ÉCONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ

- p. 10 L'entreprise en Europe, acteur
d'une économie sociale de marché,
par Marcel Grignard
- p. 12 La codétermination, une autre idée
de l'Europe, par Olivier Favereau
- p. 13 Au cœur du social, le national,
par Jérôme Vignon
- p. 14 Comment déjouer la concurrence
fiscale entre États membres,
par Pascal Saint-Amans
- p. 15 Des banques aux paradis,
par Vincent Bouvatier,
Gunther Capelle-Blancard
et Anne-Laure Delatte
- p. 16 Fiscalité en Europe :
harmonisation ou convergence ?
Par Delphine Siquier-Delot

POLITIQUE COMMERCIALE

- p. 18 Politique commerciale de l'Union
européenne : quoi de neuf ?
Par Hervé Jouanjean

POSITIONS DE CONFRONTATIONS

- p. 20 De « l'héritage » à
« l'esprit de long terme »,
par Confrontations Europe
- p. 24 L'économie circulaire,
un enjeu de compétitivité,
par Confrontations Europe
- p. 26 Un nouveau souffle pour l'énergie,
par Confrontations Europe
- p. 29 Formation professionnelle :
la nécessaire réforme,
par Confrontations Europe

VIE DE L'ASSOCIATION

- p. 30 Hommages, par Philippe Herzog
et Claude Fischer-Herzog
- p. 30 Arrivées de Morgane Goret-Le Guen
et de Marine Pouzoulet, départ
de Carole Ulmer

CONFRONTATIONS EUROPE LA REVUE

Fondée par Philippe Herzog et Claude Fischer. Directeurs de la publication : Marcel Grignard et Anne Macey • Rédactrice en chef : Clotilde Warin • Iconographie : Alexis Couette • Comité de rédaction : Irina Boulin-Ghica, Olivier Fréget, Marcel Grignard, Philippe Herzog, Hervé Jouanjean, Édouard-François de Lencquesaing, Anne Macey, Patrice Péliissier, Thierry Philipponnat, Jérôme Vignon, Clotilde Warin • Adresse : 227, bd Saint-Germain, F-75007 Paris. Tél. : 00 33 (0) 1 43 17 32 83. Fax : 00 33 (0) 1 45 56 18 86. Courriel : confrontations@confrontations.org. Internet : confrontations.org • Commission paritaire n° 0419 P 11 196. N° ISSN : 1955-7337 • Réalisation : C.A.G., Paris • Imprimeur : R.A.S. (95). Illustration de couverture : © Nito